



Communiqué

Macron veut faire régner l'ordre colonial français Halte ! Le peuple Kanak a le droit de décider lui-même de son avenir !

Le Parti des travailleurs apporte son soutien et sa solidarité au peuple Kanak, aux travailleurs, aux jeunes et à tous les opprimés de l'État colonial en Kanaky (Nouvelle-Calédonie). Comme tous les peuples du monde entier, le peuple Kanak a droit à disposer de lui-même, à se doter des institutions de son choix, à jouir pleinement de ses ressources naturelles et de sa terre.

Le gouvernement français porte l'entière responsabilité de la situation en Kanaky. C'est le gouvernement Macron-Attal qui refuse au peuple Kanak et aux travailleurs de l'archipel le droit à la pleine souveraineté, droit contre lequel agissent les milices de colons armés. C'est le gouvernement Macron-Attal qui a décidé de faire passer son projet de loi colonial de réforme constitutionnelle. C'est lui qui a instauré le couvre-feu et l'état d'urgence, lui qui a déployé 2 700 gendarmes sur place. C'est lui qui entend préserver sa base militaire, son pillage impérialiste des ressources en nickel, ses positions militaires et économiques dans les eaux territoriales.

De cela, les Kanak, les jeunes et la classe ouvrière de Kanaky ne veulent pas.

Les travailleurs français sont aussi la cible de la guerre de Macron, qui attaque leurs droits. Les peuples du monde entier sont aussi la cible des livraisons d'armes françaises (en Israël, en Ukraine et ailleurs).

Aucune confiance à Macron et à sa « *mission de dialogue* » imposée sous état d'urgence ! Macron veut « *que les institutions locales soient à la botte du gouvernement français... au nom de la "démocratie". Mais quelle démocratie dans un contexte colonial ?* » déclarait Rock Haocas, membre du bureau confédéral de l'Union syndicale des travailleurs Kanak et des exploités (USTKE), à *La Tribune des travailleurs* le 10 mai.

Solidarité ! Solidarité du Parti des travailleurs dans la lutte contre « notre » gouvernement, qui n'est pas le gouvernement de la majorité du peuple travailleur en France, mais qui est le gouvernement des riches, des colons et des capitalistes français.

Le Parti des travailleurs exige :

- **le retrait du projet colonial de loi constitutionnelle ;**
- **la levée de l'état d'urgence ;**
- **la libération des prisonniers politiques ;**
- **le retrait des troupes françaises ;**
- **le droit du peuple Kanak à décider lui-même de son avenir.**

Il est urgent que le mouvement ouvrier et démocratique français affirme dans l'unité le droit imprescriptible des Kanak à se libérer de la tutelle coloniale.

Montreuil, le 21 mai 2024